



# MISSIÓ PERMANENT DEL PRINCIPAT D'ANDORRA A LES NACIONS UNIDES

77e Assemblée générale des Nations unies

- Discours du Chef du Gouvernement, M. Xavier Espot Zamora -  
New York, le 23 septembre 2022

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs,

Après deux années d'absence en raison de la pandémie de COVID-19, c'est un honneur de pouvoir à nouveau assister en présentiel à cette Assemblée générale. Je souhaiterais, pour commencer mon intervention, féliciter son Excellence M. Csaba Kőrösi pour son élection en tant que président de la 77e Assemblée générale des Nations unies.

Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir choisi d'aborder le thème des solutions fondées sur la solidarité, la durabilité et la science, un thème que l'Andorre a fait sien et qui répond aux principes de sa politique intérieure et de sa politique internationale. Vous pouvez compter sur le fidèle soutien de l'Andorre en cette 77e session, qui, nous l'espérons, sera couronnée de succès.

Permettez-moi également d'exprimer ma reconnaissance à M. Abdullah Shahid, qui, pendant sa présidence, a encouragé des initiatives innovantes et privilégiant l'action tout au long d'une année marquée par de nombreux défis, qui ont de nouveau mis en avant le rôle essentiel des Nations unies et du multilatéralisme qu'incarne cette Organisation.

A Il y a un an, alors que l'épidémie de COVID-19 déterminait encore en grande partie les politiques sociales et économiques de beaucoup de pays, le Secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, nous a alerté sur le fait que la crise mondiale et multidimensionnelle provoquée par cette pandémie mettait encore une fois en évidence les fragilités et les inégalités structurelles au niveau mondial. La gouvernance mondiale n'a pas su apporter de réponse ni proposer de moyens adéquats pour que tous les pays accèdent à la vaccination, et a laissé des millions de personnes dans une situation d'extrême vulnérabilité.

Je profite de cette tribune pour saluer l'excellent travail réalisé par le Secrétaire général dans un contexte encore délicat, qui, malheureusement, présente de nombreux points communs avec celui dans lequel les Nations unies ont été fondées.

En effet, l'état actuel du monde n'est toujours qu'une succession et une accumulation de crises diverses, accentuées par l'effet destructeur que provoque sur la planète une économie qui arrive en fin de cycle, dont la productivité est fondée sur la surexploitation des matières premières. La planète est exsangue et les symptômes en sont plus que patents. L'urgence climatique se fait sentir : vagues de chaleur, incendies, pénurie d'eau et phénomènes extrêmes qui se transforment en catastrophes. La triple crise que connaît notre planète (changement climatique, déclin de la biodiversité et pollution) nous affecte tous. Une dernière occasion nous est donnée aujourd'hui d'aborder la crise climatique avec efficacité et fermeté, le plus important défi que nous ayons à relever au niveau mondial.

Le changement climatique n'est malheureusement pas le seul défi transnational auquel nous soyons confrontés. Alors que la situation provoquée par la pandémie commençait à s'améliorer, la guerre en Ukraine, en violation manifeste de la Charte des Nations unies, a mis à nu les failles de l'ordre international et confirmé la perte des valeurs communes qui soutiennent notre coexistence pacifique et constituent l'essence même, la raison d'être, de cette Assemblée. Ce conflit a des effets dévastateurs sur la population civile et il est l'une des pires crises de réfugiés que le continent européen a connu depuis la Deuxième guerre mondiale. Ainsi, l'Andorre a de nouveau fait preuve de solidarité en accueillant de nombreuses familles ukrainiennes et en leur

donnant la possibilité de résider et de travailler sur son territoire, tout comme elle l'avait déjà fait en 2018 lors de la crise humanitaire provoquée par la guerre en Syrie.

Car, comme je l'ai indiqué la semaine dernière au *Consell General* (le parlement andorran) lors du débat d'orientation politique, la voix de l'Andorre dans le monde ne tire pas sa force de sa démographie, de ses forces armées, de ses ressources naturelles ou de son positionnement géostratégique, mais de ses principes et de ses valeurs. Des valeurs qui inspirent notre modèle de société et l'ordre que nous souhaitons voir régir les relations internationales.

Mais les effets du conflit entre la Russie et l'Ukraine ne se limitent pas à la région européenne. La menace de crise alimentaire en raison du manque de distribution des ressources agricoles sur d'autres continents a exigé des négociations. De même, la crise énergétique et l'inflation des prix sont en train de créer une situation économique difficile bien au-delà de l'Europe et à laquelle nous devons remédier.

Le contexte est peu encourageant, mais nous ne pouvons permettre la fin de la véritable politique, la fin de *la politique qui rend possible ce qui est nécessaire* ; nous ne pouvons permettre que l'unilatéralisme s'impose au multilatéralisme. C'est ainsi que l'Andorre l'entend, parce qu'un monde sans normes ni consensus internationaux serait régi par la loi du plus fort. L'adhésion de l'Andorre au multilatéralisme vient de la conviction qu'il faut, pour faire face aux crises, aux menaces et aux défis communs, un système multilatéral solide, fondé sur les valeurs universelles qui ont inspiré le texte fondateur de cette Organisation.

Mais une question se pose : que peut faire un pays de montagne d'à peine plus de 80 000 habitants, dont le territoire représente la moitié de la ville de New York, pour un monde qui dépassera bientôt les 8 milliards d'habitants ? La réponse est : croire en sa capacité à être exemplaire, croire au rôle qu'il peut tenir face aux défis mondiaux et communs en vertu des responsabilités et de l'engagement qu'il a pris il y a vingt-neuf ans lorsqu'après l'approbation de sa Constitution, il est entré sur la scène internationale et a adhéré aux Nations unies.

L'Andorre croit au multilatéralisme, en ses valeurs et en ses capacités, elle est convaincue qu'il est une solution indispensable pour communiquer et travailler ensemble, pour identifier les défis, trouver des solutions, proposer des consensus, promouvoir de nouvelles coopérations, et maintenir les lignes du dialogue et de l'action ouvertes. Lorsque tous les pays se réunissent ensemble, comme ici aux Nations unies, il est possible d'écouter toutes les voix, de faire des propositions et de mener des actions qui soient de véritables réussites.

Ainsi, mon pays fait et souhaite faire activement partie de nombreuses organisations multilatérales, convaincu que la relance et la transformation ne sont possibles sans esprit de collaboration, sans promotion des synergies entre les peuples, aussi éloignés soient-ils, dans tous les sens du terme.

2023 sera précisément pour la Principauté d'Andorre une excellente occasion de célébrer les vertus de l'ordre multilatéral et de réaffirmer son engagement ferme et constant envers cet ordre puisqu'elle fêtera les 30 ans de son adhésion aux Nations unies et à l'UNESCO. Un anniversaire qui coïncidera avec le 30<sup>e</sup> anniversaire de sa Constitution et permettra de rapprocher les institutions multilatérales des citoyens.

Mesdames et Messieurs,

La géographie a modelé le caractère des Andorrans tout au long de leur histoire. Mon pays est un pays de haute montagne et donc particulièrement vulnérable au changement climatique. Nous avons compris que ses effets exigent une lutte existentielle et qu'il nous faut vaincre si nous voulons protéger notre territoire. Jamais sujet n'a suscité un tel consensus entre les groupes parlementaires, ce qui nous a permis de mettre en place un cadre solide d'action et de continuité. Nous faisons partie des premiers États signataires de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques à avoir communiqué leur contribution nationale en 2015 et à l'avoir actualisée en 2020, avec pour objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Le *Consell General* (le parlement andorran) a approuvé à l'unanimité une Déclaration d'état d'urgence climatique et une Loi sur la transition énergétique et le changement climatique.

Nous avons aussi pris des mesures. Je me permets de vous donner un exemple. Les avancées réalisées en matière de fiscalité environnementale ont permis de créer un fonds vert intégralement destiné à la transition énergétique, qui garantit que les secteurs économiques ayant le plus fort impact sur l'environnement soient les principaux contributeurs. Nous avons été parmi les premiers à mettre en place une taxe environnementale, avec un prix du carbone de 30 euros par tonne, pour ouvrir la voie à une mobilité plus durable. Cette taxe a des effets pratiques et clairement avantageux pour nos citoyens, car le fonds vert nous a permis de financer davantage de programmes d'efficacité énergétique de meilleure qualité, et d'être l'un des premiers pays du monde à proposer un transport public gratuit, une étape clé que nous avons mise en œuvre il y a quelques mois à peine et qui connaît un succès indéniable.

L'une de nos autres initiatives pionnières et significatives est l'approbation récente d'une loi sur l'économie circulaire, qui stipule qu'il nous faudra passer du modèle actuel de production linéaire à un modèle de production circulaire, où la majorité des résidus deviendront des sous-produits réintroduits dans la chaîne de production, d'ici à 2035, et met spécifiquement l'accent sur la lutte contre le gaspillage des ressources, notamment le gaspillage alimentaire.

En effet, nous suivons avec attention les rapports de la FAO sur la question primordiale du droit à l'alimentation, le deuxième Objectif de développement durable. Nous avons activement participé au Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021, au cours duquel j'ai pu mettre en avant notre lutte contre le gaspillage alimentaire afin d'aller vers des systèmes alimentaires durables, et où nous avons eu, avec Saint-Marin, l'honneur de faire de ce sujet une priorité.

Par ailleurs, nous célébrons l'Année internationale du développement durable des montagnes et puisque nous parlons de la FAO, je voudrais souligner le rôle de l'Alliance pour les montagnes et de ses membres, dont l'objectif est de donner une visibilité aux régions de montagne, d'apporter une vision et des outils afin de promouvoir des actions en faveur de leur développement. L'Andorre est un pays dont la capitale est la plus haute d'Europe, puisqu'elle se situe à plus de 1000 mètres d'altitude, et dont l'altitude moyenne avoisine les 2000 mètres. Les territoires de montagne revêtent une importance cruciale pour les systèmes naturels : cycles de l'eau, influence sur le climat, ressources naturelles, biodiversité, .... Mais ce sont aussi des environnements

hautement vulnérables, raison pour laquelle l'Andorre s'est engagée depuis de nombreuses années à veiller sur son patrimoine naturel et à faire de la protection de l'environnement l'une de ses priorités.

Monsieur le Président,

La plupart d'entre nous ici avons redéfini nos actions ou avons constaté que certains processus de changement, qui avaient démarré timidement avant la pandémie de COVID-19, devaient désormais être accélérés alors que d'autres devaient être renforcés. L'Agenda 2030, les Objectifs de développement durable et, au-delà, Notre Programme Commun proposé par le Secrétaire général, sont des instruments puissants qui apportent des solutions collectives et globales, qui établissent des dates pour les objectifs à atteindre afin de pouvoir reconstruire un monde meilleur où les droits humains, piliers des Nations unies, demeurent la pierre angulaire de la moindre de nos actions.

L'Andorre, qui s'est fermement engagée en faveur de l'Agenda 2030, a présenté en juillet dernier son deuxième rapport national volontaire. Analysant en détail les 17 Objectifs de développement durable, ce rapport décrit les politiques menées pour garantir une relance durable, résiliente et inclusive de l'Andorre, grâce au plan d'action Horizon 2023 que le Gouvernement a élaboré suite à la pandémie et pour la présente législature qui prendra fin l'année prochaine.

Au niveau international, l'épidémie de COVID-19 a eu un impact négatif sur les progrès accomplis pour atteindre les 17 ODD, et, dans certains cas, un certain recul a même été constaté. L'ODD 4 relatif à l'éducation de qualité, dont l'un des objectifs prioritaires est que toutes les filles et tous les garçons bénéficient d'une éducation primaire et secondaire gratuite d'ici 2030, est malheureusement un objectif encore lointain dans de nombreuses régions du monde.

À la fin du mois d'avril 2020, la scolarité de près de 90 % des élèves dans le monde a été interrompue, ce qui a porté préjudice à plus de 1,5 milliard de filles et de garçons en âge scolaire. Ils sont nombreux et nombreuses à ne pas être retournés en classe. Les effets collatéraux de la

pandémie sont particulièrement flagrants dans le domaine de l'éducation et ont mis en avant le besoin de donner un nouvel élan à la transformation de l'éducation.

Je souhaiterais donc saluer le rôle du Secrétaire général qui a fait de l'éducation l'une des valeurs centrales du système des Nations unies. Preuve en est le Sommet sur la transformation de l'éducation qui a eu lieu le 19 septembre dernier. Il n'existe assurément pas de meilleur instrument permettant de dépasser les discriminations et les préjugés que l'extension de l'accès à l'éducation, à l'éducation tout au long de la vie et à une éducation de qualité pour tous les enfants.

L'Andorre s'est pleinement engagée en faveur de l'éducation, un instrument essentiel pour une société plus équitable, plus responsable, avec des valeurs éthiques, une vision critique, et des comportements coopératifs et solidaires. La structure éducative de l'Andorre est l'une de ses plus grandes richesses, car elle compte trois systèmes éducatifs publics (andorran, français et espagnol), pluriels et divers, qui permettent d'atteindre de hauts niveaux de tolérance, de liberté et de démocratie dans l'éducation dispensée aux enfants et aux jeunes.

Plus spécifiquement, le système éducatif de l'Andorre se caractérise et se distingue par son multilinguisme. C'est pour cette raison que nous souhaitons apporter notre soutien aux actions encouragées par les Nations unies en faveur du multilinguisme, un outil de dialogue, de communication, d'échange et, en définitive, un vecteur de paix.

Nous partageons la vision du Secrétaire général sur le besoin d'être solidaires avec les jeunes générations et de les faire participer aux prises de décisions. De ce fait, toutes les institutions andorranes travaillent étroitement avec les jeunes afin qu'ils participent activement à la vie politique et acquièrent les compétences nécessaires pour gérer leur propre avenir. En tant que dirigeants politiques, il est de notre responsabilité de créer des opportunités pour les générations futures ; c'est là l'un des objectifs auquel l'Andorre consacre d'importants efforts afin d'être en mesure d'offrir des opportunités d'évolution aux nouvelles générations, toujours mieux préparées, et que celles-ci n'aient pas à chercher un avenir loin de leur pays.

La création de ces nouvelles opportunités d'avenir passe inévitablement par l'achèvement du processus de diversification de l'économie andorrane, qui a débuté en 2012 et que nous avons voulu intensifier depuis la pandémie en donnant la priorité aux secteurs stratégiques clés du développement durable, de l'innovation et de la recherche. L'achèvement de ce processus est lié au renforcement de nos relations avec l'Union européenne, grâce à un Accord d'association en cours de négociation depuis 2015, qui doit nous permettre de participer de manière progressive et structurée au marché intérieur européen. Il nous donnera également la possibilité de promouvoir l'internationalisation de nos entreprises et facilitera la mobilité des jeunes, ce qui nous permettra aussi de contribuer davantage à la prospérité mondiale.

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'aborder un autre défi mondial qu'il nous faut relever et qui est lié à l'ODD 5 : parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Nous assistons à la persistance de la violence de genre, à l'augmentation des agressions sexuelles et des féminicides, à la précarité professionnelle et aux écarts salariaux toujours plus frappants, pour ne citer que quelques exemples, et constatons ainsi que les inégalités vulnérabilisent et excluent encore la moitié de l'humanité.

Le féminisme est l'un des plus grands défis de notre temps. Il nous faut absolument consacrer tous nos efforts à la mise en place de mesures actives et décisives afin de construire une nouvelle réalité où l'égalité entre les femmes et les hommes ne soit pas seulement un droit mais un fait, où l'imaginaire collectif ne puisse plus concevoir ni appliquer de discriminations envers les femmes. Au printemps dernier, le parlement andorran, le *Consell General*, a approuvé une loi sur l'application du droit à l'égalité de traitement et à l'égalité des chances, et sur la non-discrimination entre les femmes et les hommes. Cette loi pionnière dote le pays d'instruments indispensables pour briser la barrière invisible qui empêche encore aujourd'hui la réalisation de la pleine égalité entre les femmes et les hommes. Certains aspects réglementés par cette Loi sont novateurs : la coéducation en tant que principe recteur de tout système éducatif, l'obligation de tenir des registres annuels sur les données relatives au genre, la volonté d'éradiquer les différences de salaires et l'articulation des plans d'égalité dans les entreprises.



Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Il y a un an, dans le rapport Notre Programme commun, M. Antonio Guterres nous a transmis un message très clair : la capacité de l'Organisation des Nations unies à répondre aux objectifs définis par ses fondateurs dépend entièrement de la volonté politique collective de tous ses membres, les piliers de cette Organisation. L'Andorre a entendu le message et soutient pleinement cette feuille de route qui nous exhorte à intensifier urgemment nos actions afin de renforcer et de soutenir l'architecture sanitaire mondiale, d'aborder l'urgence climatique, de renouveler la solidarité entre les peuples, de donner une place aux jeunes et de promouvoir un nouveau contrat social fondé sur les droits humains. Il est de notre responsabilité d'œuvrer pour atteindre ces objectifs et nous avons aujourd'hui l'opportunité historique, oserais-je dire, d'y parvenir.

L'Andorre est un très petit pays qui, il y a longtemps, s'est engagé à faire mieux, où toutes les citoyennes et tous les citoyens peuvent s'exprimer librement, qui dispose d'un parlement créé il y a plus de six cents ans et dépositaire de la souveraineté du peuple, et qui, durant plus de sept siècles, a eu la chance de ne connaître que la paix. Vous pouvez donc, en vertu des valeurs qui l'ont modelée tout au long de son histoire, compter sur sa contribution à la défense, au niveau mondial, d'un monde plus juste, plus équitable et plus démocratique, d'un développement économique plus efficace et durable.

En tant que dirigeants politiques, nous ne pouvons plus nous permettre de regarder en arrière et de constater l'étendue des dégâts catastrophiques et irréversibles que notre inaction a engendrés, pour la planète et pour l'humanité. Les efforts individuels ne sont pas suffisants, mais ils sont tous nécessaires, car la lutte que nous devons mener et dans laquelle nous sommes engagés requiert la participation de tous. L'Andorre est disposée à contribuer à ces efforts et à agir avec détermination pour faire partie de la solution.

Je vous remercie.